

LE CHANGE MONETAIRE PARALLELE ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Par :

Pascal Labazée  
Orstom

Les réseaux marchands nigériens ont tôt été amenés à établir leur propre organisation et principes de financement des échanges parallèles avec les commerçants du Nigeria, leur principal partenaire commercial. Nombre de produits circulent en effet entre les deux pays, par des axes marchands qui datent de l'époque précoloniale et restent toujours actifs.

D'une part, une proportion non négligeable des flux marchands entre les deux pays porte sur les échanges de produits locaux, notamment alimentaires : bétail, niébé, souchet, oignons pour les exportations nigériennes, mil, sorgho, maïs pour les exportations nigérianes. Pour une part, ces mouvements sont le fait d'échanges capillaires qui lient, en dépit de l'obstacle frontalier, des populations villageoises voisines. Toutefois, l'essentiel de ces flux relie les grandes villes commerciales du nord Nigeria à celles du Niger ; dans ce dernier cas, les réseaux marchands qui les animent amorcent ou dénouent chaque opération par une conversion, dans la monnaie du pays exportateur, effectuée auprès de *monnayeurs* professionnels. Pour les opérateurs nigériens traitant ces mouvements marchands, la recherche de francs CFA convertibles, en contrepartie de nairas n'ayant pas cours dans les règlements internationaux, ne constitue qu'exceptionnellement le motif principal des transactions : ces derniers réalisent en effet leur marge commerciale en nairas ou, plus rarement, achètent au Niger des biens de contrepartie avec leur recette. Il en va de même pour les exportations nigérianes d'hydrocarbures, de matériaux de construction, et des produits des industries manufacturières nationales<sup>4</sup>, pour lesquelles les motifs de vente au Niger, fondés sur une logique marchande, dépendent avant tout des perspectives de réalisation d'un bénéfice commercial.

D'autre part, des commerçants nigériens, basés le plus souvent à Kano et Sokoto, s'approvisionnent au Niger en produits prohibés à l'importation<sup>5</sup> venant du marché mondial. Ces opérations sont précédées d'un achat de francs CFA contre des nairas, réalisé sur les marchés des villes frontalières du Niger où le cours parallèle laisse une marge de change supérieure à celle des cités du nord du Nigeria.

Enfin, une troisième catégorie de transactions monétaires concerne les transferts directs de capitaux d'une place de change parallèle à l'autre. Aucun mouvement commercial ne paraît les sous-tendre. Tel est le cas lorsqu'un patron de change de Kano décide d'expédier des nairas à son correspondant de Konni ou Maradi, afin de récupérer des francs CFA qui seront ensuite recyclés en dollars, £ sterling ou francs français auprès des bureaux de change situés au Nigeria. Ces devises fortes sont en effet très recherchées par les opérateurs du Nigeria, qui ne parviennent pas à les obtenir auprès de la Central Bank of Nigeria.

Sur les marchés parallèles, cambistes et commerçants sont interdépendants, l'une des fonctions principales de ces marchés des changes étant précisément de convertir les francs CFA issus du solde commercial positif des opérateurs nigériens, et ce en nairas ou en devises fortes. La règle en vigueur confère à la naira un rôle de pivot pour toutes les devises. En conséquence, une conversion en dollars d'une recette en francs CFA venant, par exemple, d'une exportation de marchandises au Niger, induit un

<sup>4</sup> En particulier les industries fabriquant des textiles, des boissons non alcoolisées et des détergents. Celles-ci comptent parmi les entreprises les plus dynamiques du Nigeria, leur indice respectif de croissance base 100 en 1986 étant respectivement de 398, 262 et 312 en 1992.

<sup>5</sup> Rappelons que, malgré le mouvement de libéralisation du commerce extérieur, quinze groupes de produits restent interdits à l'importation au Nigeria, parmi lesquels les textiles, les cigarettes, le riz, les alcools, les huiles alimentaires, etc. Ces produits font tous l'objet d'un important commerce de transit et réexportation depuis le Niger.

cumul des marges habituellement perçues par les *brokers* sur les opérations de change CFA - naira et naira - dollar. Les grands commerçants de Kano et de Sokoto entretiennent d'étroites relations avec les cambistes de la place qu'ils fournissent en francs, généralement contre nairas. Le rôle de monnaie de passage du franc par rapport aux devises fortes relève donc moins, sur ces places, du circuit marchand régional, qui capitalise ses bénéfices en nairas ou conserve ses francs en vue d'une importation, que des réseaux financiers qui, à l'aval du circuit de collecte des francs CFA, relie le nord du Nigeria à Lagos.

Les francs centralisés sur les marchés des changes du Nord Nigeria empruntent trois circuits principaux. Le premier est amorcé par le déplacement au Nigeria d'un commerçant nigérien qui, détenant des CFA, souhaite réaliser une importation d'un montant élevé. Son correspondant-exportateur nigérien se charge alors de le fournir en marchandises et de faire le change, au cours du jour et dans les meilleures conditions, auprès des *brokers* professionnels. Ce circuit offre deux avantages importants à l'importateur. D'une part, la transaction monétaire n'est effectuée qu'après l'opération marchande, ce qui le garantit de toute perte sèche de change, notamment dans le cas où l'affaire ne serait pas conclue. D'autre part, il assure d'un taux de change CFA - naira en moyenne plus favorable que celui que pratiquent les villes frontalières du Niger. Dans le cas où le commerçant nigérien n'aurait pas de correspondants directs à Kano ou Sokoto, il lui est néanmoins possible d'emprunter ce circuit, en prenant contact avec leurs représentants et rabatteurs basés à Konni, Maradi, Zinder, de même qu'à Niamey. Les opérations portant sur les matériaux de construction, les hydrocarbures et les marchandises générales utilisent fréquemment ce premier circuit. Le second est emprunté par les exportateurs nigériens, de textiles et de céréales notamment, qui expédient eux-mêmes les produits sur les marchés de consommation ou les confient à des dépositaires. Ici, l'opération de change ne s'effectue qu'après la revente des marchandises aux consommateurs nigériens, lorsque les commerçants nigériens procèdent, chaque semaine, à la récupération des fonds auprès de leurs intermédiaires. On notera l'importance croissante de ces circuits dont l'effet premier est de ne laisser aux marchands nigériens que la seule marge de distribution, et de confiner ces derniers à l'aval du réseau de vente. Enfin, le troisième circuit consiste en un ratissage des francs CFA, après chaque jour de grand marché, auprès des *monnayeurs* et commerçants situés à Illela, Djibiya, etc ... Il ne concerne que des transactions d'importance limitée - demi-gros ou détail -, ou bien encore des opérations de gros dont la livraison et le règlement sont prévus à la frontière, à un cours proche de celui de Kano ou Sokoto.

#### *Marché parallèle et volume des transactions :*

Si grossière - et non exempte de critiques - que puisse être une évaluation générale des mouvements monétaires induits par les échanges commerciaux entre Niger et le Nigeria, on s'y risquera néanmoins dans le souci de faire apparaître d'une part les principaux mécanismes de compensation et de financement des marchés des changes, et d'autre part l'interdépendance entre les places structurellement excédentaires et déficitaires en devise nigérienne. Par ailleurs, cet exercice, même s'il ne livre que des ordres de grandeur mesurés à partir de la confrontation des échelles micro et macro-économiques d'observation, permet de comprendre les tendances de la formation du prix de la naira sur les places locales, à la suite de la dévaluation de janvier 1994.

Le tableau des ressources et emplois financiers des marchés de change parallèle au Niger, présenté ci-dessous, mesure en francs français les entrées et sorties de nairas de l'année 1993, liées aux seules opérations de commerce. Le taux de change retenu résulte de la moyenne annuelle des parités naira - franc CFA relevés à Maradi, principal centre des flux marchands entre Niger et Nigeria. Les mouvements spéculatifs sur la naira, apparus dans les dernières semaines de l'année, n'ont pas été ici pris en compte. En revanche, les opérations de troc, ainsi que la part du change effectué hors des villes du Niger - à Kano, Sokoto ou Malanville par exemple - ont été évaluées par catégorie de produits selon les données de terrain recueillies auprès des opérateurs, à l'exception pourtant de l'importation de sucre, cette filière n'ayant pas été directement étudiée, et de la réimportation de cigarettes, particulièrement délicate à suivre. Pour ces marchandises, un coefficient de change au Niger a été appliqué, qui est la moyenne des coefficients observés sur des biens faisant intervenir des opérations financières de nature comparable. Les postes ont été rangés par importance dans les entrées et sorties totales.

Une première remarque s'impose : un manque chronique de nairas apparaît sur les marchés des changes du Niger, qui résulte en premier lieu du déficit des opérations commerciales avec le Nigeria. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit en effet à 56 %, le rôle des réexportations étant essentiel puisqu'elles représentent 83 % des ventes vers le Nigeria. En second lieu, 54 % seulement des exportations et réexportations vers le Nigeria se concluent par une entrée de devise nigérienne sur les grandes places marchandes du Niger. Ce dernier élément semble capital. L'attrait des

marchandises nigérianes est tel que nombre de commerçants récupérant des nairas à l'exportation préfèrent en acheter en vue d'une revente ou d'une consommation domestique. De plus, comme on l'a précédemment indiqué, les grossistes en cigarettes qui restent les principaux fournisseurs de nairas pour le Niger, vont fréquemment faire le change à Malanville de sorte que le marché monétaire local se trouve privé d'une partie importante de leurs apports.

**Entrées et sorties de nairas sur les places de change du Niger, année 1993 :**

Export Réexport	Total	Entrée nairas	% entrées	Import	Total	Sortie nairas	% sorties
--------------------	-------	------------------	--------------	--------	-------	------------------	--------------

<b>TOTAL</b>	24 400	13 350	100 %	<b>TOTAL</b>	43 350	24 450	100 %
--------------	--------	--------	-------	--------------	--------	--------	-------

Cigarettes	R	16 100	7 100	53 %	Mtx const	10 000	7 000	29 %
Bétail	X	3 100	2 400	18 %	Sucre	15 000	6 000	25 %
Textiles	R	2 700	2 300	17 %	Divers	4 000	3 100	13 %
Autres	R	1 500	1 000	8 %	Céréales	4 000	3 000	12 %
Autres	X	1 000	550	4 %	Pétrole	6 700	2 700	11 %
					Cigarettes	2 700	2 000	7 %
					Textiles	950	650	3 %

(Millions de Francs CFA)

Par ailleurs, les commerçants importateurs sont demandeurs de naira au Niger à proportion de 56 % du total de leurs transactions. En d'autres termes, plus de la moitié du montant des transactions monétaires se fait dans les villes frontalières nigériennes, et ce malgré de différentiel de change qui favorise Kano et Sokoto. Cette singularité tient à deux facteurs principaux : d'un côté, la structure du commerce d'importation laisse une part non négligeable aux " petites entreprises contrebandières " du textile, des hydrocarbures et des marchandises diverses qui, pour beaucoup, ne s'aventurent que jusqu'aux villages frontaliers et non dans les grandes cités du Nord Nigeria ; de l'autre, sur des produits de gros tels que les matériaux de construction et les hydrocarbures par exemple, les marges à la revente sont telles que les opérateurs renoncent à capitaliser le différentiel de change, cette perte étant de fait supportée par le consommateur final.

Dans l'ensemble, le déficit en nairas à Konni, Maradi et Zinder aurait été de l'ordre de 11 milliards de francs pour l'année 1993. En conséquence, sur ces places, le prix de la naira est tendanciellement orienté à la hausse, l'écart avec les villes pourvoyeuses en nairas - Kano, Sokoto et Malanville - justifiant des transferts réguliers qui annulent, au moins partiellement, le différentiel. Malanville aurait ainsi expédié l'équivalent de 3.5 milliards de francs en nairas au cours de l'année 1993, le reste soit 7.5 milliards venant des places du nord Nigeria. On concevra aisément que ces transferts clandestins de numéraire, effectués par cantines et sacs entiers de nairas, ne puissent s'effectuer que dans la sécurité qu'offrent les relations solides établies sur la base d'une même appartenance religieuse, renforcée en outre par l'ancienneté des liens qui les unissent.

Interrogés sur les mécanismes de formation du change sur leur place respective, tous les *monnayeurs* nigériens évoquent simultanément le rôle directeur des taux à Kano, Sokoto et Malanville, ainsi que celui de l'offre et de la demande quotidienne de monnaie dans leur ville respective. Ces explications résument, avec une extrême précision, les deux modalités pratiques par lesquelles les *monnayeurs* financent leur marché de change parallèle. Toutefois, l'évidence pratique qu'expriment ainsi les patrons de change constitue en fait l'image inversée des aspects macro-économiques du fonctionnement de ces marchés. En effet, Kano ou Malanville qui sont détenteurs nets de nairas ramènent régulièrement le *prix* de cette devise à un cours proche de sa *valeur* sur tous les marchés voisins, cette valeur reposant exclusivement sur la demande des opérateurs nigériens en francs CFA convertibles.

En d'autres termes, les cambistes de Maradi n'alignent pas mécaniquement leur taux sur les variations de Kano, qu'ils suivent pourtant attentivement, par le jeu des denses circuits d'information<sup>6</sup> qui converge

<sup>6</sup> En pratique, les patrons de change se tiennent informés des moindres évolutions du cours sur les places voisines, et utilisent pour ce faire le réseau téléphonique, leurs dépendants qui se déplacent régulièrement au Nigeria et au Bénin ; ils chargent aussi les commerçants de la ville qui s'apprentent à voyager, de commissions à transmettre à leurs correspondants nigériens.

vers eux. Pas plus que Konni et Gaya ne suivent les cours de Sokoto et Malanville. En pratique, ces circuits d'information servent d'abord aux grossistes à déclencher des compensations financières entre places. Ils sont ensuite de puissants instruments de gestion des ressources financières. En effet, lorsque les taux de change entre places sont en phase, les *monnayeurs* peuvent espérer tirer des transactions monétaires une marge élevée puisque ce surcoût ne provoquera pas de désaffection de la part de la clientèle. En revanche, lorsque l'écart tend à se creuser au profit des places nigérianes ou de Malanville, les cambistes sont tenus de le réduire au mieux en comprimant leur marge de gros et de détail<sup>7</sup>, s'ils veulent conserver leurs clients. L'information ne fixe donc pas le taux : elle sert à fixer les stratégies financières dont résultera le taux.

### *Marché parallèle et dévaluation :*

La dévaluation du franc a en effet modifié les fonctions que cette monnaie occupait dans le système marchand et financier du nord Nigeria. Auparavant, le franc CFA était recherché à la fois pour sa convertibilité en devises fortes - cette fonction était du seul ressort des circuits financiers nigériens qui agissent à l'aval des circuits marchands -, et pour son pouvoir d'achat élevé en biens du marché mondial. Ceci explique la dépréciation continue de la naira sur les marchés parallèles, notamment depuis 1986. Aussi ne peut-on s'étonner que l'inconvertibilité partielle du CFA décidée en août puis sa dévaluation aient conjugué leurs effets au point de modifier profondément la perception de cette monnaie chez les opérateurs du Nigeria. A Kano, et plus encore sur les petites places frontalières nigérianes, divers exportateurs refusent depuis janvier les francs comme moyen de paiement. De plus, nombre de commerçants nigériens se sont débarrassés en janvier et février des billets de l'UMOA, soit en achetant des produits du marché mondial - par exemple du lait concentré et en poudre tel que le " Lahda ", fabriqué au Maghreb<sup>8</sup> -, soit encore en se procurant du bétail nigérien dont le coût exprimé en nairas est particulièrement bas. Les marchands du Nigeria ont ainsi modifié sensiblement leur portefeuille, donnant la priorité aux avoirs en stocks de biens et en cheptel, au détriment des francs CFA.

Un double mouvement s'est ainsi développé depuis janvier. D'un côté, les circuits commerciaux nigériens se débarrassent de leurs avoirs en francs dont le pouvoir d'achat s'est déprécié, d'autant que les marchands misent désormais sur une hausse de la naira à moyen terme, suite à la réévaluation du cours officiel par rapport au dollar. De l'autre, les circuits financiers du nord Nigeria se montrent moins enclins à refinancer les places nigériennes par des transferts de nairas<sup>9</sup>. Certes, ces circuits parallèles continuent à être sollicités par les opérateurs privés nationaux, qui ont toujours besoin de devises convertibles pour financer leurs importations<sup>10</sup> ; comme on l'a suggéré précédemment, la demande pressante en dollars, £ sterling et francs français pousse en effet les cambistes à ratisser les francs CFA aux frontières, même au prix d'une dépréciation constante de la naira. Mais la dévaluation impose désormais une nouvelle logique commerciale aux marchés des changes parallèles, car les *monnayeurs* n'ont plus guère intérêt à laisser la naira se déprécier afin de capitaliser des francs CFA : un retour au taux de change antérieur (138 nairas pour 1000 francs) aurait en effet pour conséquence de dévaluer la devise nigérienne par rapport à toutes les devises fortes, et obligerait donc l'ensemble des opérateurs de ce pays à doubler le montant de nairas nécessaires à l'achat de dollars<sup>11</sup>.

En pratique, le marché financier semble plutôt s'orienter vers une demande accrue de dollars - début février, il fallait 48 nairas pour obtenir un dollar sur les marchés parallèles -, et vers une décote du franc

<sup>7</sup> Sur toutes les places, les marges de change sont fixées à deux nairas pour 1000 francs. Un achat de nairas, en gros ou en détail, à un prix de 100 pour 1000 francs, sera donc suivi d'une revente au taux de 98 pour 1000. En conséquence, on notera que les cambistes nigériens comptabilisent leurs bénéfices - ou leurs pertes - en nairas, mais qu'ils les capitalisent en francs CFA. En d'autres termes, les nairas sont sur les places nigériennes une marchandise destinée à la vente, tandis que le franc est une partie intégrante du patrimoine des grossistes. Les relevés des cours d'achat et de vente montrent néanmoins que la marge théorique de 2 pour 1000 peut s'élever - on l'a vu pour Gaya et Malanville - ou au contraire se contracter jusqu'à 0.5 nairas, selon les stratégies des opérateurs financiers.

<sup>8</sup> Ainsi, fin janvier 1994, cinquante deux containers de lait " Lahda " attendaient à Malanville d'être évacués vers Magaria pour revente à Kano.

<sup>9</sup> Ainsi à Konni, aucun transfert de nairas n'a été observé entre le 12 janvier et le 1er mars.

<sup>10</sup> C'est ainsi que les industries manufacturières sont frappées depuis janvier par " un sévère manque de devises qui gênent leurs importations de matières premières et d'intrants nécessaires à la production ", Marchés Tropicaux et Méditerranéens, 11 Février 1994.

<sup>11</sup> Ajoutons qu'un retour, toujours possible à terme, à la parité nominale du mois de décembre ne changerait en rien les effets de la dévaluation en termes de taux de change réel, compte tenu de la hausse des prix intérieurs au Nigeria depuis la venue au pouvoir du général Sani Abacha.

CFA par rapport aux devises fortes - celle-ci atteindrait désormais plus de 15 % sur certaines places <sup>12</sup>. La demande sur le marché monétaire nigérian tend donc à se segmenter, et ce au détriment de la fonction financière auparavant conférée au franc CFA. Ces tendances nouvelles ont de plus été exacerbées par la répression des marchés parallèles de change au Nigeria. La détention de francs CFA étant désormais sanctionnée - au marché de Wappa par exemple, les points de change ont été fermés le lundi 5 février suite à une descente militaire ; une centaine de cambistes ont alors été arrêtés - , peu d'opérateurs se risquent à rapatrier cette devise jusqu'à Kano ou Sokoto, et préfèrent désormais acheter des nairas à la frontière nigérienne. En d'autres termes, les villes de Maradi, Zinder et Konni sont devenues les principaux lieux de change CFA - naira au moment même où cette devise fait défaut, enrayant ainsi le compartiment commercial des activités entre les deux pays.

Toutefois, la dévaluation a particulièrement perturbé les activités commerciales entre le Niger et le Nigeria, de sorte que les équilibres antérieurs entre les entrées et les sorties de nairas sur les places nigériennes s'en trouvent profondément transformés. On n'esquissera ici que les tendances les plus manifestes, qui joueront à terme sur la formation du prix de la naira sur les marchés des changes monétaires.

Le changement de parité devrait tout d'abord favoriser les mouvements d'exportation, et par là même pallier l'insuffisance chronique de nairas sur les places marchandes nigériennes. Il convient pourtant de tempérer ce jugement, en le soumettant à l'examen des logiques pratiques à l'oeuvre pour chaque catégorie de marchandises exportées.

La réexportation de cigarettes est le premier poste pourvoyeur de nairas pour les villes frontalières du Niger. Dès après la dévaluation, les transitaires ont augmenté le coût de leurs marchandises dans une proportion strictement égale au niveau d'appréciation de la naira <sup>13</sup>. Ils espéraient ainsi récupérer les fonds nécessaires au règlement de leur fournisseur britannique, et conserver leur clientèle nigérienne pour qui l'achat de cigarettes, exprimé en nairas, n'a pas augmenté. Pourtant, leur activité a fortement chuté en janvier 1994 : à Konni par exemple, les deux principaux exportateurs ont noté une contraction d'environ 60 % des ventes vers le Nigeria <sup>14</sup>. Ce paradoxe s'explique certes par la baisse traditionnelle de la demande de cigarettes à la veille du Ramadan. Mais il tient surtout à la réduction des mouvements de réimportation clandestine au Niger, qui assuraient plus de 15 % du chiffre d'affaires des exportateurs, puisque le coût du paquet de Rothmans exprimé en francs est désormais dissuasif ; en témoigne la récente tendance des consommateurs nigériens à se reporter vers des marques moins coûteuses, telles que les Bond, et notamment vers celles que commercialise le Nigeria. Les transitaires sont ainsi privés d'une partie importante de leurs débouchés habituels. Enfin, on a vu que les transitaires jouent la carte du transit à partir du Bénin, où les conditions de mise en marché sont plus avantageuses qu'au Niger, de sorte que la chute des entrées de nairas par les flux de réexportation constatée en janvier et février n'a pas de raison d'être bientôt enrayée.

En revanche, sur toutes les places commerciales, les exportations de bétail ont fortement progressé à partir de la mi-janvier. Ainsi à Konni, les états mensuels des douanes indiquent une hausse des exportations de 32 % pour les bovins entre décembre et janvier, de 108 % pour les camélins et 21 % pour les ovins. Les exportateurs interrogés font état d'une plus forte rentabilité de leurs affaires <sup>15</sup>, et de la rapidité accrue du délai de vente au Nigeria : il faut maintenant moins d'une semaine pour écouler un troupeau de bovins à Illela ou Sokoto. Cette euphorie est pourtant tempérée dans les milieux des *Sarkin Shanu*. Ceux-ci font en effet valoir que la demande nigérienne est actuellement stimulée par les perspectives de la Tabaski. De plus, les prix d'achat sur les marchés de regroupement ont aussi fortement augmenté, tandis que les lobbies des marchands de bétail et chevillards au Nigeria ont tendance à faire baisser les prix afin de récupérer une partie de la rente de dévaluation. Enfin, des commerçants nigériens achètent du bétail non en nairas, mais en francs CFA dont ils cherchent actuellement à se défaire. Quoi qu'il en soit, le commerce de bétail s'impose maintenant comme le principal fournisseur en nairas des places commerciales nigériennes, palliant ainsi partiellement le recul des mouvements de réexportation. Les sorties de coton, niébé, cuirs et peaux participent de plus à l'entrée de devises nigériennes.

<sup>12</sup> Après les mesures d'août, une décote de l'ordre de 6 % était apparue sur les marchés parallèles, manifestant la préférence marquée des opérateurs pour le dollar.

<sup>13</sup> La naira s'est en effet appréciée d'environ 65 %, et le carton de cigarettes Rothmans est passé de 105 000 à 170 000, soit une hausse de 62 %.

<sup>14</sup> Pour la SOBIMEX, le transit ainsi est passé de 1652 à 994 cartons entre décembre et janvier.

<sup>15</sup> Les plus beaux spécimens de mouton se vendaient début février jusqu'à 2 000 nairas (soit 24 000 francs), les boufs jusqu'à 8 000 nairas (96 000 francs) et les caprins jusqu'à 800 nairas (9 700 francs).

On doit donc moins s'attendre à une progression d'ensemble des entrées de nairas sur les places nigériennes, qu'à une pondération nouvelle entre les diverses sources commerciales d'approvisionnement.

En revanche, tous les opérateurs interrogés ont noté l'effondrement des importations en provenance du Nigeria. Le blocage des entrées de céréales en est un exemple saisissant : à Konni comme à Maradi, de nombreux commerçants venus de Niamey, Tahoua, Agadez attendaient en février des chargements déjà payés de mil et maïs, bloqués depuis quinze jours à Sokoto, Illela, Kano et Djibiya. Cependant, des négociations étaient en cours entre les autorités administratives de Konni et Sokoto d'un côté, et de Maradi et Kano de l'autre <sup>16</sup>. Les commerçants nigériens, pour leur part, s'employaient activement à renouer les contacts avec les autorités répressives afin de conclure de nouveaux accommodements. Ceux-ci pourraient bientôt être trouvés, en contrepartie d'une forte hausse des prélèvements informels opérés par les administrations situées à la frontière. Du reste, en fin février, on notait déjà quelques entrées de mil nigérian passées en petites quantités, tandis que le maïs était massivement importé du Bénin à un prix avantageux.

La même situation prévalait pour les entrées d'hydrocarbures, extrêmement contrôlées à la frontière du Nigeria, de sorte que les circuits informels s'en sont trouvés désorganisés. Quelques importations clandestines de gaz oil et essence ont pu être réalisées, mais à un taux de risque et à des coûts d'accommodement fort élevés : le gaz oil de fraude a ainsi atteint 600 francs à Dosso, 400 francs à Gaya dans la deuxième quinzaine de février.

A partir du 12 janvier, la plupart des biens fabriqués par les industries nigérianes - ciments, textiles, plastiques, détergents, tôles, etc. - n'ont plus fait l'objet que d'importations marginales, le coût en franc CFA de ces marchandises étant dissuasif. Ainsi, le ciment de Sokoto revient-il désormais plus cher que celui de Malbaza <sup>17</sup>, la demande se reportant en conséquence sur la SNC : cinq camions seulement ont ainsi pénétré par Konni pendant la deuxième quinzaine de janvier, la situation restant la même courant février. Il reste que, l'usine de Malbaza n'étant pas techniquement en état de faire face à la hausse de la demande intérieure, l'importation de ciment nigérian pourrait bientôt reprendre à un coût bien sûr plus élevé. D'autres entreprises nigériennes, notamment la SONITEXIL et la SPCN, bénéficient actuellement du renchérissement de la naira et parviennent à récupérer une partie du marché qui leur échappait, voire à exporter vers le Nigeria. Elles tirent actuellement parti du fait que les entreprises nigérianes ne sont pas en état de baisser leurs prix de vente à l'exportation, compte tenu de la forte inflation et des tensions sur le coût des intrants importés au Nigeria.

Dans l'ensemble, les importations depuis le Nigeria pourraient retrouver à terme leur niveau antérieur pour les hydrocarbures et les matériaux de construction, la consommation de ces biens au Niger, qui a déjà été fortement entamée ces dernières années, étant maintenant difficilement compressible. En revanche, les entrées de céréales et de sucre pourraient bientôt profiter à des pays producteurs de la zone franc <sup>18</sup>, à la condition toutefois que les réseaux marchands nigériens soient en mesure de réorienter rapidement leur activité, ainsi que leur organisation interne. Enfin, le niveau des importations de biens de consommation domestique fabriqués devrait durablement baisser.

Les marchés des changes parallèles du Niger sont ainsi à la recherche de nouveaux équilibres. Dans l'immédiat, les cours de la naira relevés sur toutes les places correspondent à un niveau d'activité fortement déprimé, à l'importation et à la réexportation principalement. Cette situation est sans nul doute liée à des événements conjoncturels, notamment réglementaires, dont on sait qu'ils sont labiles car les marchands ont un pouvoir important de contournement des mesures administratives. Mais il est pourtant probable que l'activité de change soit à moyen terme inférieure à celle qui prévalait avant la dévaluation : la nouvelle division sous-régionale des flux de transit, qui avantage le Bénin, devrait distraire une partie des entrées de nairas au Niger, tandis que la chute des importations sur les biens manufacturés et les produits alimentaires devrait limiter les besoins en devise nigériane.

<sup>16</sup> Simultanément, une mission de la primature est partie à Lagos pour négocier des assouplissements au blocage des exportations céréalières nigérianes. Celle-ci aurait obtenu une tolérance envers les sorties de mil et maïs, sous condition toutefois d'un enregistrement statistique.

<sup>17</sup> Les importateurs nigériens n'avaient pas la possibilité de se fournir à la cimenterie de Cotonou, celle-ci ayant été fermée après la dévaluation.

<sup>18</sup> Le Burkina Faso a par exemple dégagé un fort excédent de céréales cette année, tandis que la demande de sucre pourrait profiter aux complexes agro-alimentaires du nord ivoirien qui travaillent actuellement en dessous de leur capacité de production, lorsqu'ils ne sont pas fermés.

Labazée Pascal. (1994)

Le change monétaire parallèle entre le Niger et le Nigéria

In : Hassan Maman A. (ed.), Grégoire Emmanuel (ed.),  
Labazée Pascal (ed.). Actes du séminaire d'économie et de  
sociologie nigérienne (année 1993 - 1994)

Niamey : PNUD ; IRD, 75-80 multigr.

Séminaire d'Economie et de Sociologie Nigérienne  
Niamey, 1994